# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No. 76 Rue du Carondelet.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI MATIN, 13 AOUT.


## UNE SÉANCE ORAGEUSE A VERSAILLES.

Nous extrayons ce qui suit du compte-rendu officiel de la séance du 12 août :

M. Schoelcher : Je lis dans le *Journal officiel* que M. Gallois d'Istria aurait dit : "La République est tombée sous le coup de mépris et de l'horreur de tous les honnêtes gens." Personne de nous n'a entendu ces paroles ; autrement, nous les aurions relevées pour exiger le maintien. Je demanderai à M. Gallois d'Istria s'il les a prononcées et s'il les maintient.

Plusieurs voix : M. Gallois d'Istria n'est pas présent.

M. de Gavardie : Moi, je les maintiens! (Exclamations à gauche.)

M. Schoelcher : Je vous dirai alors que vous en avez menti. (Exclamations à droite et cris à l'ordre.)

M. le Président : M. Schoelcher, je vous rappelle à l'ordre.

M. Jules Simon : Les paroles qu'on vient de prononcer sont un outrage, et vous les avez relevées.

M. le Président : Je n'ai pas à relever les appréciations politiques qui s'adressent à tel ou tel parti ; mais quand il s'agit d'une injure personnelle adressée à un membre de cette Assemblée, je ne puis la tolérer et je ne la tolérerai pas. (Très bien ! très bien ! à droite.—Bruit prolongé.)

M. de Gavardie : Je viens à expliquer immédiatement le mot qui m'est échappé.

M. Schoelcher : S'il est retiré, n'en parlons plus!

M. de Gavardie : Je ne le retire pas. (Bruit à gauche.)

Il a été prononcé sous l'empire du sentiment légitime d'un homme d'honneur indigné par les paroles qu'avait prononcées hier M. Brisson, un des vôtres. M. Brisson avait dit : "La monarchie est tombée sous le ridicule." C'est à dire : sous le mépris des honnêtes gens, d'après vous. Je maintiens mes paroles. (Protestations bruyantes à gauche.)

M. Schoelcher : Soit, je maintiens le démenti que je vous ai donné..... et il ne m'est pas échappé. (Bruit croissant.)

M. Gallois d'Istria : J'étais absent quand M. Schoelcher s'est adressé à la tribune. On m'a rapporté ses paroles. Je n'ai rien à retirer des miennes, et je les maintiens. (Exclamations.—Agitation.)

MM. Testelin, Lefranc, Lockroy et autres membres s'approchent de la tribune et s'adressent à M. Gallois, avec animation ; des interpellations qui se perdent dans la tumulte.)

M. le Président : De telles scènes sont déplorables.

M. le président se couvre et déclare que la séance est suspendue.—Agitation prolongée.)

La séance est reprise au bout d'un quart d'heure.

Le lendemain les détails suivants sur cet pénible incident :

Au moment même où l'on venait de voter dans les bureaux sur une liste de la commission de permanence, liste issue de conciliation, la séance la plus violente était provoquée par M. Schoelcher dans l'Assemblée.

Il y avait à ce moment un très petit nombre de députés dans la salle. Ce n'est guère qu'après que M. Buffet se fut convaincu et eut prononcé la suspension de la séance que les absents arrivèrent.

Les députés de la gauche qui étaient présents lorsque le président eut rappelé M. Schoelcher à l'ordre, se précipitèrent vers le bureau, et, dans un langage trop affranchi des convenances parlementaires, reprochèrent à M. Buffet de n'avoir pas prononcé lui-même le rappel à l'ordre contre M. Gallois d'Istria.

M. Buffet leur fit observer qu'un membre de l'Assemblée avait toujours la faculté de juger un gouvernement, qu'il ne pouvait sans doute approuver les propositions de nature à blesser les partisans de la forme que gouvernementale attaquée ; mais qu'il y avait néanmoins à ses yeux une différence notable entre une accusation de la nature de celle qu'on reprochait à M. Gallois et une insulte personnelle lancée à la face d'un membre de l'Assemblée. C'est cette appréciation à laquelle M. Buffet, qui ne voit maintenir le rappel à l'ordre prononcé contre M. Schoelcher.

Les députés de la gauche, loin de se calmer, se laissaient aller aux plus déplorables vivacités. On remarquait même que des hommes d'une modération connue, comme M. Jules Simon, par exemple, sortaient complétement de leur caractère.

M. Buffet quitta la tribune.

C'est au milieu de l'agitation qui régnait dans tous les groupes que M. Cazot, se retirant par la porte de gauche, prononça avec fureur, et en jetant à Rite entendu de toute la salle, les paroles suivantes :

"Tous les hommes qui ont pris part au 2 Décembre et ceux qui les soutiennent sont des misérables !..." (Nouveau tumulte.)

C'est en se tournant vers M. de Cumont, que M. Cazot se laissa emporter à cette nouvelle violence.

Plusieurs de ses collègues essayaient de calmer M. Schoelcher.

M. Gallois d'Istria se tenait devant les bancs de droite. Un grand nombre de députés de tous les groupes de droite allèrent lui serrer la main. Nous avons remarqué : MM. Depeyre, marquis de Franclieu, marquis de Montemart, comte de Chasdordy, Rhodez-Benavent, etc., etc.

M. Cornélis de Witt, sous-secrétaire d'Etat, est également venu féliciter M. Gallois d'Istria.

Cet incident n'a pas eu d'autres suites.

Les félicitations adressées par quelques députés de la droite à M. Gallois d'Istria sont parfaitement en conformité avec le sentiment qui domine à Versailles du *Journal des Débats*.

M. Gallois descend de la tribune et quitte la salle des séances ; un instant après, il fait sa rentrée et très vivement félicité par un certain nombre de députés de la droite qui apparemment ne se sont souvenu plus de Mazas. Ladroite, d'ailleurs, n'avait accepté l'incident avec toutes les apparences d'calme le plus parfait.

## NOUVELLES DE FRANCE.

Le *Journal officiel* prononlgue la loi suivante :

"Art. 1er.—L'Assemblée nationale se prorge à partir du 8 août 1874 jusqu'au 30 novembre suivant.

"Art. 2.—Une commission de vingt-cinq membres de l'Assemblée nommés dans les bureaux, au scrutin de liste et à la majorité absolue des suffrages, remplira, avec les membres du bureau, pendant la durée de la prorogation, les obligations qui lui sont déférées par l'article 32 de la Constitution de 1875 et par les autres lois spéciales. Le vote aura lieu dans les bureaux, conformément à l'article 14 du règlement.

"Art. 3.—Les pouvoirs du bureau sont prorogés jusqu'à la rentrée de l'Assemblée.

"Art. 4.—Le premier dimanche qui suivra la rentrée, des prières publiques seront adressées à Dieu, dans les églises et les temples, pour appeler ses secours sur les travaux de l'Assemblée."

L'extrait suivant du compte rendu de l'Assemblée donne la composition de la commission de permanence :

M. le Président : Je donne connaissance à l'Assemblée du résultat du dépouillement du scrutin qui a été ouvert dans les bureaux pour l'élection des vingt-cinq membres de la commission de permanence :

Nombre des votants, 576 ; bulletin blanc, 1 ; suffrages exprimés, 575 ; majorité absolue, 288.

Ont obtenu la majorité absolue des suffrages dans l'ordre suivant :

MM.

Philippoteaux, 531 voix (centre gauche.)
de Beauville, 519 voix (centre droit.)
Le comte Diesbach, 509 voix (extrême droite).
de Kergorlay, 500 voix (extrême droite).
Feray, 483 voix (centre gauche).
Maurice, 480 voix (centre droit).
Mervoan (Seine), 456 voix (centre droit.)
Lefébure, 450 voix (centre droit.)
Le duc de la Rochefoucauld-Bisaccia, 448 voix (extrême droite).
Callet, 513 voix (centre droit).
Le marquis de la Rochethulon, 512 voix (extrême droite).
Le comte de la Bouillerie, 504 voix (extrême droite).
Vingtain, 499 voix (centre droit).
Le marquis de Flavigny, 498 voix (droite).
Le vicomte de Kaluneville, 496 voix (extrême droite).
Le vicomte d'Aboville, 496 voix (extrême droite).
Bérard, 487 voix (centre gauche).
Tirard, 471 voix (gauche).
Sellerier, 468 voix (centre gauche).
Noël Parfait, 466 voix (gauche).
Bertetal, 466 voix (centre droit).
Calmon, 465 voix (centre gauche).
Antonin Lefèvre-Pontalis, 432 voix (centre droit).
de Mahy, 425 voix (Union républicaine).

Cette liste, dit le *Siècle*, avait été arrêtée d'un commun accord par les bureaux des groupes de droite et de gauche.

On remarque que la commission comprend 5 membres de l'extrême droite ; 11 de la droite modérée et du centre droit, et 9 des groupes de la gauche ; les 3 autres sont complétement exclus. Jamais la part faite à l'extrême droite n'avait été aussi considérable, en égard au nombre des membres de ce groupe, qui n'est que de 80.

LE PRINCE IMPÉRIAL.—On lit dans le *Soir* de samedi matin :

Le jeune Bonaparte, que l'on désigne sous le nom de *Prince de Galles*, mérite plus que jamais cette désignation. On vient de proclamer le résultat de l'école : sur 38 candidats qui viennent de subir les examens, 37 ont reçu des points au brevet de sous-lieutenant. Or n'a pas été nommer le 38e, c'est l'ex-prince impérial.

Le *Rappel* faisait chorus, le lendemain matin, en des termes que nous ne pouvons même reproduire.

Or, on lit dans le *Soir* du samedi :

Des lettres arrivées de Londres annoncent le résultat des examens passés à Woolwich par le prince impérial.

Le prince, parmi les élèves de sa promotion, est placé au premier rang en équitation, au troisième en fortifications, au soixième artillerie.

Ingénus, conclut le *Gaulois*, que le *Siècle* se garderait bien d'insérer cette note-là !

## Convention démocratique à Baton-Rouge.

Nous publions ci-dessous les résolutions du comité de 70 qui ont déterminé l'appel de la convention à Baton-Rouge par le comité central Démocrate, ainsi que la résolution de ce dernier comité à cet effet, et l'Adresse au peuple du comité de 70.

A Phonebuse Emile La Bère, président et aux membres du comité central Démocratique d'Etat.

Messieurs—Le comité de 70, qui depuis près de deux ans a fait une guerre incessante à l'ennemi commun, a l'honneur de vous dire à la prochaine élection qui fournira au peuple l'occasion de soustraire l'Etat à la domination radicale, et considérant qu'aucun patriote ne peut rester oisif dans le conflit, la lutte qu'il s'était ni étranger ses but le sien organisation ni en contradiction avec la carrière passée d'assurer une stabilité définitive et d'occuper une place dans la ligne qui se forme dans le but de livrer bataille pour racheter la Louisiane.

A une séance tenue réunion du comité ce jour ici dans son local ordinaire, dans la soirée du 30 juillet, après une discussion des plus complètes et un échange mutuel de vues, les résolutions qui accompagnent la présente ont été passées à une très grande majorité.

Pour tout esprit impartial il ne peut y avoir de divergences sur la longueur de la bot de ces résolutions. Elles soulèvent absolument l'adresse que vous avez faite et engagent le comité à faire au peuple de l'Etat une adresse que la presse de céder à votre appel et d'envoyer des délégués à la convention convenable pour vous, quel que soit l'endroit désigné.

Ayant déjà confidemment à la ligne rigoureuse et légitime de votre devoir, publié votre appel en termes si libéraux, si catholiques et si larges, que tout homme opposé aux immondices du nègre et au radicalisme ses semblants peut se joindre à vous dans votre convention, le comité de 70 ne voit plus de cause de division et de dissension. Par l'intermédiaire de votre convention et en vertu de votre appel, la voix du parti conservateur se fera entendre distinctement, et alors chaque patriote répondra et obéira.

Le comité de soixante-dix n'ignore pas que votre convocation d'une convention à la Nouvelle-Orléans a mécontenté un certain nombre de citoyens indécents dont le patriotisme ne peut être mis en doute, et, plusieurs journaux se faisant l'écho de ces sentiments se sont unanimement convoquer une autre convention à Alexandrie.

En commentant les mesures adoptées par votre comité, quelques-uns de ces journaux ont été assez imprudents pour employer un langage peu convenable et pour fournir des insinuations peu flatteuses contre la délégation de la Nouvelle-Orléans.

C'est un fait bien regrettable dans un moment où tous nos efforts devraient être unis par des communes infortunes et par une même espérance.

Mais, nous demandons que tout cela soit oublié. N'étant attribuer de pareilles expressions à l'excitation qui s'est emparée d'hommes qui ont beaucoup souffert, et qui dans leur anxiété, d'échapper à la cause de leur souffrance, emploient un langage violent et passionné.

L'objection principale est que vous avez convoqué la convention à la Nouvelle-Orléans. A notre avis elle est peu importante, nulle, enfin, elle est formulée par des hommes honêtes et intelligents qui semblent y attacher beaucoup d'importance.

Le comité de soixante-dix vous prie donc de lever cette objection en convoquant la convention à Baton-Rouge.

Nous sommes convaincus qu'en faisant cette concession vous éviterez toute division et toute jalousie, et que tous les conservateurs n'hésiteront pas à s'unir tous pour se mettre en ligne afin de se préparer à la grande bataille qui doit décider du sort de notre Etat bien-aimé.

Ayant la certitude que votre décision vous sera dictée par le devoir et par le patriotisme le plus pur, nous demeurons respectueusement vos humbles serviteurs.

E. JOHN ELLIS,
E. WAGMAN,
H. N. OGDEN,
sous comité du comité de soixante-dix.

Quartier général du Comité Central Démocratique d'Etat,
Nouvelle-Orléans, 3 août 1874.

A Phon. E. J. Ellis, président.

Cher monsieur : Je vous transmets une copie de la résolution adoptée par le Comité Central Démocratique d'Etat, convoquant à Baton-Rouge au lieu de la Nouvelle-Orléans, la Convention Démocratique.

Les services rendus par le comité de 70 à la cause publique, la position éminente qu'il occupe à juste titre dans l'estime du peuple de la Louisiane, donne du poids à ses suggestions. Les résolutions adoptées par le comité ont été prises dans un moment comité qui traitement ces résolutions ont produit une impression profonde sur le Comité Central Démocratique d'Etat. Considérant, en outre, la réserve, de l'adresse, et plus particulièrement du passage dans lequel les droits des blancs sont défendus en opposition à la suprématie nègre, sont une source de cordiale satisfaction.

Le peuple de la Louisiane espère que le comité de 70 continuera à lutter énergiquement pour son objet primitif—le renversement de l'usurpation—et à lutter jusqu'à ce que l'usurpation soit renversée—et elle le sera.

Je suis respectueusement,
ALBERT VOORHIES,
Vice-Président.

Quartier général du comité central démocratique de la Louisiane.
Nouvelle-Orléans, 3 août 1874.

A une réunion des membres de ce comité la résolution suivante a été adoptée :

*Résolu*, que la convention démocratique d'Etat se tiendra dans la ville de Baton Rouge.

ALBERT VOORHIES,
Vice-Président.
WM. J. BUDDENDORFF, Secrétaire.

### Adresse du comité des soixante-dix au peuple de la Louisiane.

Salle du comité des soixante-dix.
Nouvelle-Orléans, Lne., 5 août 1874.

**Au peuple de la Louisiane.**

Le comité des soixante-dix, en vue de la grande lutte politique qui doit bientôt engager, et dit Rasso de laquelle votre salut dépend, a pensé qu'il convenait de vous adresser quelques conseils.

Le comité se propose aucun parti et s'est formé après les tristes événements de 1872 et 1873 qui ont été suivis du renversement du gouvernement que vous aviez légalement élu. Il fut chargé de maintenir les droits de vos droits. Pendant deux ans, il a, sans secours, combattu le pouvoir de l'Etat, et celui de l'administration fédérale.

S'appuyant sur la constitution et les lois, il n'a pas cessé d'attaquer l'usurpation, et a porté la question devant le Président, devant les tribunaux et devant le Congrès.

Ses efforts n'ont pas été tout-à fait vains, car il a prouvé que l'administration fédérale a été trompée et qu'elle a reconnu que le comité central était l'Assemblée, consultée, a confirmé ce choix.

MM. Chas. Gleizenbere père
Alcibiade DeBlanc,
Aug. Kohnke,
Emile Fournet,
Cyprien Malançon
Valery Thibodeaux
Sidney Bigelot
Arcade Patin
Fait au Fond Bruneau, 14 juin 1874.

Par la Martinville.
Pour Bridge.
à la Fabrique.
Grande Pointe.

CHAS. GUERLINGER, Président.
G. L. DEBLIEUX, Secrétaire.


# GUIDE DU COMMERCE.

BANQUES.

Merchants' Exchange Bank, Banque des Travailleurs et Caisse d'Epargne, V. MASSIAS Président du Conseil.
G. O. Hovius, caissier, 126 Canal.
Louisiana State Bank, Banque de l'Etat, 16, Canal
La Banque Nationale de la Nouvelle-Orléans, 16, Canal
La Banque Hibernia, 16, Canal
La Banque de Commerce, 16, Canal
La Banque de la Louisiane, 16, Canal
La Banque Citizens', 16, Canal
La Banque Union, 16, Canal
La Banque Crescent City, 16, Canal
La Banque Germania, 16, Canal
La Banque Orléans, 16, Canal
La Banque Mechanics' and Traders', 16, Canal
La Banque Peoples, 16, Canal
La Banque Louisiana Savings, 16, Canal
La Banque Carrollton, 16, Canal
La Banque Crescent, 16, Canal
La Banque Consolidated Association, 16, Canal
La Banque Citizens' Savings, 16, Canal
La Banque Merchants' Exchange, 16, Canal
La Banque Commercial, 16, Canal
La Banque Louisiana,